



UN PRÉSIDENT NE DEVRAIT PAS DIRE ÇA

Par Natacha Polony

Il y a d'abord cette phrase : « *J'ai entendu dans les manifestations l'opposition à cette réforme.* » Traduction de « j'ai entendu » dans le nouveau langage de la communication politique : « Je n'écouterai pas. » Mais il y a plus frappant encore dans les mots choisis par Emmanuel Macron pour nous expliquer qu'on ferme le ban et qu'il serait temps de passer à autre chose. Le président constate l'opposition massive à sa réforme, prend acte du fait qu'il n'y a « pas de consensus » (ce qui signifie qu'il y a un quasi-consensus contre) et... rien. On y va quand même. Il n'essaie même plus de faire croire que les électeurs qui ont voté pour lui au second tour de l'élection présidentielle auraient validé sa réforme. Non. Françaises, Français, la démocratie, c'est désormais d'imposer aux citoyens ce dont ils ne veulent pas parce que le chef sait et que, vous, vous ne savez pas.

Mesure-t-on les conséquences de cette bascule ? Comprend-on à quel point on joue avec le feu ? Emmanuel Macron peut habiller cela de mots, parler d'apaisement, proposer un « *pacte pour le dialogue social* » – après avoir craché pendant trois mois à la figure des syndicats en ne daignant pas les recevoir alors même que ce n'était pas sa Première ministre mais bien lui et Alexis Kohler qui pilotaient cette réforme – les institutions démocratiques sont désormais (grâce, notamment, à la situation électorale particulière qu'engendrent les scores du Rassemblement national) utilisées pour contrer ouvertement la volonté des citoyens. Accessoirement, ils sont un peu idiots, ces Français : ils protestent contre la réforme des retraites, mais, en fait, leur colère porte sur l'inflation. Une inflation qui vient de l'extérieur. C'est pas nous. Nous, on a tout bien fait. On comprend l'exaspération de Laurent Berger insistant sur BFM TV quelques minutes après l'intervention présidentielle sur le fait que la colère des Français avait bien une origine précise : cette réforme qu'ils jugent injuste. Mais on connaît l'antienne : quand les citoyens votent non au référendum sur le Traité constitutionnel européen, c'est évidemment parce qu'ils ont voulu sanctionner le gouvernement. L'Union européenne, ils la trouvent formidable...

Pour le reste, les plus bienveillants des téléspectateurs auront été tentés de protester devant cette paresse des chaînes de télévision qui rediffusent un même discours pour la troisième ou quatrième fois. École, santé, réindustrialisation... Nous avons surmonté le Covid, la guerre... Nous rebâtitons Notre-Dame...

comme un disque qui tourne en boucle. Emmanuel Macron immobile à grands pas. Et concrètement ? Le remplacement des enseignants absents comme réponse au naufrage de l'école républicaine, à la chute du niveau en mathématiques, en sciences, en maîtrise de la langue, à la reproduction des inégalités, à la crise des vocations ? Un médecin traitant pour les malades chroniques comme réponse à la déstabilisation de tout le système de santé français, aux déserts médicaux, à l'engorgement des urgences, là encore à la crise des vocations ?

Le plus intéressant est le volet concernant la réindustrialisation. Le président égrène triomphalement les chiffres : 1,7 million d'emplois créés en six ans, 200 usines ouvertes depuis 2021...

LA DÉMOCRATIE,
C'EST DÉSORMAIS
D'IMPOSER AUX CITOYENS
CE DONT ILS NE VEULENT
PAS PARCE QUE LE CHEF
SAIT ET QUE, VOUS,
VOUS NE SAVEZ PAS.

À priori, une bonne nouvelle. À ceci près que l'économie française compte des dizaines de milliers d'emplois vacants, que les usines ne trouvent pas de main-d'œuvre (une situation qui a empiré depuis le Covid). À ceci près que la commande publique n'est toujours pas utilisée pour aider les entreprises qui fabriquent en France à remplir leur carnet de commandes. Tel est pourtant le premier levier qu'il faudrait actionner pour soutenir la production française, en mobilisant et formant l'ensemble de la chaîne administrative, au niveau local

et national. On pourrait y ajouter différents dispositifs d'identification des filières prioritaires et de lutte contre la concurrence déloyale institutionnalisée par les règles européennes... Bref, il y aurait eu deux ou trois annonces propres à montrer que le président de la République entendait proposer aux Français un projet pour les quatre prochaines années.

Au lieu de cela, nous serons priés de nous plier à la parole performative du « maître des horloges » qui a décidé que la « séquence retraites » était close et que l'apaisement s'imposerait dans les cent jours à venir. Il ne suffit pas de dire que la porte de l'Élysée est ouverte – quand elle est restée fermée pendant trois mois – pour engager un dialogue avec les syndicats. C'est en substance ce que lui a répondu Laurent Berger en évoquant sa méfiance quant à l'organisation des négociations à venir sur la loi Travail. La démocratie sociale consiste à faire confiance aux corps intermédiaires, aux partenaires sociaux, pour faire émerger par eux-mêmes des solutions. Tout le contraire d'une discussion à marche forcée pour valider une feuille de route déjà écrite.

Emmanuel Macron, une fois de plus, aura incarné jusqu'à la caricature cette technocratie française qui n'arrive pas à intégrer qu'en démocratie, des citoyens adultes exercent leur libre arbitre par l'intermédiaire de leurs représentants dont le rôle est de représenter, au travers d'institutions dont l'objet est de traduire en actes la volonté du peuple. ■